

Oxygène #7

« C'est dur d'être un jeune des quartiers prioritaires en 2021 ? »

Compte-rendu du temps d'échange en visioconférence avec les habitants et acteurs locaux de la Politique de la Ville de Bourgogne-Franche-Comté et Métropole – 9 mars 2021

« C'est dur d'être jeune en 2020 » ... Cette phrase prononcée par le Président de la République souligne l'impact de la crise sanitaire actuelle sur les jeunes, car la jeunesse se conjugue au pluriel.

Cet Oxygène #7 nous a permis d'échanger sur la place des adolescents et des jeunes adultes vivant dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) et surtout la manière dont ils développent leur citoyenneté ou de nouvelles formes de citoyenneté. La crise sanitaire que nous traversons est contraignante, mais c'est également un temps de remise en question, d'adaptation et une opportunité pour innover. Il en va de même pour la question de l'engagement des jeunes dans les Quartiers Prioritaires de la Ville.

A travers le témoignage de celles et ceux qui accompagnent les jeunes au quotidien, nous avons pu partager des pratiques inspirantes, des points de vigilance et des leviers à actionner pour permettre d'une part le soutien, l'encouragement et l'accompagnement des jeunes qui souhaitent s'engager, et d'autre part chercher à susciter cette dynamique d'engagement par la mise en place d'espace qu'ils peuvent investir.

Trajectoire Ressources remercie chaleureusement pour leur intervention et le temps qu'ils nous ont accordé pour nous aider à préparer cet échange régional :

- Azzedine M'rad, Adjoint à la DRAJES, Chef du pôle Jeunesse Engagement et Vie Associative ;
- Marie-Laure Bouchard, Directrice Territoriale d'Unis-Cité en Bourgogne-Franche-Comté ;
- Marion Ortner, Cheffe de projet Politique de la Ville de Pays de Montbéliard Agglomération ;
- Hassan Hadjaji, Chargé de mission Politique de la Ville de la communauté d'agglomération de Vesoul ;
- Khadija El Boukrini, ancienne chargée de mission sur la jeunesse à Mâcon.

Une quarantaine de personnes a participé à ce nouveau temps d'échange.

Une difficile connexion entre des jeunes en demande et une offre d'accompagnement existante

Des besoins spécifiques et un manque de connexion directe

La jeunesse est loin d'être un bloc monolithique : c'est une période assez large qui se caractérise par des transformations et des évolutions importantes, avec des besoins et des attentes différentes selon les tranches d'âge. Les plus jeunes vont être en recherche de valorisation, de reconnaissance, d'appartenance à un groupe, d'expression d'eux-mêmes ; tandis que les jeunes adultes vont avoir des besoins plus liés à l'insertion professionnelle, afin de poser des bases pour leur avenir. L'accompagnement proposé doit donc être ciblé et s'adapter aux besoins et attentes très spécifiques de ces jeunes.

Cependant, plusieurs chefs de projets font le constat que les jeunes ne trouvent plus les appuis nécessaires auprès des structures d'éducation populaire et des adultes référents qui pouvaient auparavant les guider et les orienter dans leurs démarches et questionnements : *« Il y a un vrai manque d'accompagnement des jeunes sur le terrain, et particulièrement pour ceux qui souhaitent s'engager : il faut remobiliser les professionnels pour aller en contact direct avec les jeunes ».*

Plus facile à dire qu'à faire... Car dans le même temps, les acteurs de terrain nous confient que, depuis quelques années, il semble de plus en plus compliqué de rentrer en contact avec les jeunes et de les capter : *« Avant on arrivait à tisser des liens avec les jeunes via les structures d'éducation populaire. Aujourd'hui, c'est plus compliqué, on ne voit plus les jeunes, on ne sait plus où ils sont ».* Et même si ce problème date d'avant la crise sanitaire, il a été d'autant plus exacerbé depuis un an.

Pourtant, les dispositifs et structures d'accompagnement ne manquent pas

La loi égalité citoyenneté de janvier 2017 a réaffirmé la volonté du territoire d'encourager l'engagement citoyen à l'échelle nationale. Et en la matière, de nombreux dispositifs (de droit commun ou Politique de la Ville) existent pour encourager l'engagement et le volontariat des jeunes. Citons par exemple :

- Le volontariat associatif permettant aux jeunes de 25 à 30 ans de mener des démarches d'intérêt général,
- Le service civique qui fête ses 10 ans d'existence¹,
- Service volontaire européen (destiné à des jeunes de 18 à 30 ans)
- Le volontariat international en entreprise, le volontariat international en administration, etc.
- Les réserves civiques de l'Education Nationale, de la défense et de la sécurité, de la police nationale, etc.
- La garantie jeunes (allocation de 497€ / mois et un suivi personnalisé avec des entretiens individuels et collectifs et des stages immersifs en entreprises)

A cela s'ajoutent tous les dispositifs proposés pendant l'été 2020 pour lutter contre le décrochage scolaire et social des jeunes (Vacances apprenantes, Colo Apprenantes, Ecoles ouvertes...). Mais on a encore peu de recul sur les impacts réels de tous ces dispositifs, et par ailleurs ils ne touchent pas les jeunes de manière équitable. Le taux de non recours est assez important dans les QPV alors que ce

¹ Depuis sa création, plus de 500 000 jeunes ont bénéficié de missions en service civique sur l'ensemble du territoire français

sont eux qui en auraient le plus besoin ; par exemple, seuls 13% des jeunes des quartiers prioritaires de Bourgogne Franche-Comté se tournent vers le service civique, ce qui est peu en comparaison des jeunes résidant dans d'autres quartiers.

De même, de nombreuses structures, associations et collectivités, œuvrent au quotidien avec les jeunes, comme par exemple :

- **IDEIS, sur le Pays de Montbéliard**, qui accompagne les jeunes de 16 à 25 ans dans leur orientation, leur parcours de formation et professionnel, tout en faisant le lien avec les entreprises du secteur pour permettre aux jeunes une meilleure immersion dans le champ professionnel. Le CIV a rappelé que 27,5% des jeunes des QPV sont considérés comme NEET et un gros travail est réalisé par IDEIS dans le repérage et la captation de ces publics, grâce à des actions et des supports originaux.
- **Unis-Cité, une association nationale en charge du service civique** à destination des jeunes de 16 à 25 ans, présente dans plusieurs grandes villes de Bourgogne-Franche-Comté (Dijon, Besançon, Belfort, Chalon-sur-Saône).² Cette dernière a développé depuis quelques années un service spécifique, KIOSK (Kiosque d'Information et d'Orientation pour le Service Civique), entièrement dédié à la stimulation de l'engagement des jeunes résidents en QPV par le biais du service civique. L'objectif est de mieux communiquer sur le service civique en direction de jeunes, stimuler leur engagement, ouvrir le champ des possibles, tisser des liens et créer du réseau en sensibilisant les structures à proposer des missions de service civique variées et accessibles aux jeunes des QPV.
- **La ville de Besançon qui propose un dispositif « A tire d'Aile »** qui permet aux jeunes bisontins de réaliser des activités d'utilité sociales ou collectives, en contrepartie de chèque-vacances. Ce dispositif fonctionne toute l'année aux jeunes bisontins et permet à ce public d'avoir une fonction sociale, de créer des liens avec le tissu associatif et d'intervenir sur une dynamique au sein du territoire local. Il touche environ 350 jeunes à l'année, et en 2020 ce sont 150 jeunes (82 filles et 68 garçons) qui ont participé à 241 chantiers différents.

Une émergence des clubs sportifs dans les quartiers

En complément des acteurs historiques existants dans les QPV que sont les centres sociaux, les MJC, les missions locales, les structures d'éducation populaires... émergent des acteurs complémentaires comme les clubs sportifs qui jouent un rôle important dans la captation des publics jeunes, et notamment en direction des garçons. Sur le Pays de Montbéliard et Vesoul, les chefs de projets constatent une émergence importante de structures associatives sportives (boxe, karaté, futsal...) dans les quartiers prioritaires, et un regain d'intérêt des jeunes pour l'engagement via le sport.

Plusieurs questions se posent alors : pourquoi ces nouveaux clubs sportifs associatifs émergent-ils récemment alors qu'il y avait déjà une offre sportive historique présente ? Les activités proposées sont-elles suffisamment structurées ? L'association a-t-elle la maturité et les compétences suffisantes en matière d'animation sociale et sportive en direction des jeunes ? Sont-ils des acteurs complémentaires sur lesquels les collectivités peuvent s'appuyer pour mobiliser davantage les jeunes à l'engagement citoyen ? Est-il possible de faire des connexions entre les clubs sportifs associatifs et les centres sociaux ?

² Pour plus d'informations : <https://www.uniscite.fr/>

Les jeunes des quartiers ont-elles des difficultés à construire leur citoyenneté ?

La crise sanitaire est venue bouleverser une relation avec les jeunes déjà très fragile

La crise sanitaire qui sévit depuis mars 2020 en France a rendu la rencontre avec les jeunes très compliquée, pour ne pas dire impossible, d'autant que beaucoup de structures fonctionnent depuis plusieurs mois « en mode dégradé » avec un accueil physique réduit. *« On a atteint beaucoup de limites car la Covid a d'une part énormément impacté notre façon de travailler en interne et la rencontre en distancielle ne facilite pas la création de liens et la communication avec les jeunes ».* *« Il y a un "avant-Covid" et un "après-Covid" ».* En effet, si l'accueil et l'accompagnement des jeunes dans les structures étaient déjà fragilisés avant, ils l'ont été d'autant plus avec la crise sanitaire (et le sont toujours !) : *« les périodes de confinement ont mis complètement de côté les jeunes, toutes les structures d'accueil jeunesse et les relais d'information étaient fermés, et ils se sont retrouvés seuls ».*

A cela s'ajoute des réalités urgentes et préoccupantes chez les jeunes en général, qui ont du mal « à joindre les deux bouts », et cette réalité difficile est encore plus exacerbée chez les jeunes des quartiers, comme le livre Marie-Laure Bouchard : *« même si nous sommes convaincus du bien-fondé et des bénéfices procurés par le service civique (indemnité financière, confiance en soi, création de réseau...), il est compliqué pour ces jeunes de se projeter dans une mission de solidarité, alors qu'ils sont eux-mêmes confrontés à leurs propres difficultés quotidiennes ».* Beaucoup de jeunes sont aujourd'hui sans formation et sans emploi, sans but, sans rêve et sans perspectives d'avenir... Encore plus aujourd'hui qu'hier ! Or, le désœuvrement et l'inaction mènent souvent à la dégradation des quartiers : les actes de délinquance, de malpropreté et d'incivilité ont explosé durant cette période.

De plus, on note des tensions grandissantes entre cette jeunesse qui exprime un mal-être et tout ce qui représente de près ou de loin les pouvoirs publics. Hassan Hadjaji nous livre : *« Avant le confinement, on sentait déjà une difficulté des jeunes sur l'engagement en général, ainsi que sur leur capacité à être mobile. Mais la crise sanitaire est venue renforcer des tensions existantes : il y a actuellement un climat très tendu entre certains jeunes et les institutions publiques en général, et les forces de l'ordre en particulier ».*

L'engagement bénévole serait-il plus féminin ?

Plusieurs acteurs ont noté un regain du bénévolat associatif des jeunes en 2020, particulièrement en ce qui concerne les associations caritatives comme le Secours populaire, le Secours Catholique, les Restos du Cœur ou la banque alimentaire : de nombreux jeunes, et particulièrement des jeunes filles, sont touchés par la situation sanitaire et sociale, et s'engagent pour venir en aide aux plus démunis. Khadija El Boukrini confirme cette tendance et a observé que la crise sanitaire a donné envie à plusieurs jeunes filles de s'engager pour aider les autres habitants dans les QPV de Mâcon ; en revanche, elles ne savaient pas vers qui se tourner pour concrétiser leur désir d'engagement.

En Saône-et-Loire, Unis-cité souligne par ailleurs que si les espaces publics sont majoritairement occupés par des garçons, ce sont plus souvent les filles qui assistent aux permanences et aux réunions d'information et d'orientation proposées, et que le service civique séduit plus les filles que les garçons sur l'ensemble du département. Le service civique reste un dispositif mal connu, alors que c'est une vraie plus-value pour aider les jeunes à se projeter et à se rendre utile, à sortir de leur quotidien « école / maison ». Il est donc indispensable de mieux communiquer et promouvoir ce service au plus près des acteurs de terrain en lien avec la jeunesse, en s'appuyant sur tous les canaux possibles (réseaux des partenaires, réseaux sociaux, contacts directs, prescription de terrain...).

Comment communiquer en direction des jeunes ?

L'usage des réseaux sociaux ne remplace pas le lien de confiance

L'utilisation des réseaux sociaux semble aujourd'hui incontournable pour communiquer avec les jeunes, et parmi tous les réseaux sociaux existants, Snapchat fonctionne bien. Cependant, il s'agit d'un réseau privé qui suppose de connaître les utilisateurs pour intégrer un groupe. Et les outils ont leurs limites, car les contacts restent malgré tout difficiles à maintenir dans la durée. Marion Ortner note que *« le premier déconfinement a été une vraie bouffée d'oxygène pour pouvoir reprendre des liens avec ces jeunes »*.

En effet, quel que soit le réseau utilisé, il ne remplace pas la rencontre physique et la création de liens préalables essentiels pour instaurer une relation de confiance : *« S'il n'y a pas de liens solides préexistants entre les structures, les animateurs et les jeunes, il sera très compliqué de les « capter » après. Les jeunes ont besoin d'apprendre à connaître ces adultes qui vont leur proposer de l'aide, une écoute, un accompagnement, d'où la nécessité de maintenir un échange dans la durée pour développer la confiance mutuelle »*. Les réseaux sociaux apparaissent donc utiles pour entretenir une relation existante et suivre un groupe de jeunes, mais moins lorsqu'il s'agit d'entrer en contact la première fois.

Aller à la rencontre et lever les freins à l'implication

Beaucoup de jeunes ont des difficultés à pousser eux-mêmes les portes des institutions, par manque de connaissance, par manque de confiance en eux ou par manque de confiance en l'institution elle-même. La présence d'un ou plusieurs adultes référents sur le terrain peut rassurer et guider les jeunes. Aller-vers, faire connaissance, créer un lien de confiance, éviter les jargons techniques... sont des préalables indispensables avant même d'aborder la notion d'engagement ou d'implication (*« des mots qui peuvent d'ailleurs faire peur aux jeunes »*), comme le souligne une jeune stagiaire de l'IUT Belfort-Montbéliard).

Ceci suppose également de s'adapter et d'être présent sur le temps de disponibilités des jeunes, « hors horaires classiques », souvent en soirée ou le week-end (ce qu'arrivent très bien à faire les clubs sportifs cités plus haut).

Conclusion

Lorsqu'on parle d'engagement citoyen, les participants s'accordent à dire qu'on ne peut pas se suffire d'être uniquement dans une logique « consumériste » des actions proposées : il suppose de rendre les jeunes acteurs d'une dynamique sociale et acteurs de leur propre vie. Et même si l'année 2020 a été compliquée pour eux, comme pour beaucoup de monde, certains jeunes ne semblent pas si fatalistes ni victimaires qu'on pourrait le penser. Au contraire, lorsqu'on fait l'effort d'aller à leur rencontre et de les écouter, on s'aperçoit qu'ils regorgent d'idées pour améliorer les choses ! Ainsi, pourquoi ne pas partir de leurs propositions et de leurs besoins pour les aider à faire émerger des initiatives pour créer eux-mêmes leur propre mission de bénévolat ?

La mise en réseau et en partenariat des différentes structures locales d'une part et des jeunes d'autre part pourrait permettre de réfléchir collectivement à cette mise en idées et en actions, dans

une logique interculturelle et intergénérationnelle : *« Il y a souvent une forme de clivage et de fracture entre les adultes et les jeunes, encore plus aujourd'hui qu'hier avec la crise sanitaire, alors qu'ils ont beaucoup de choses à nous dire et à nous apprendre : ils sont là pour nous bousculer dans nos idées reçues. »*

Ce d'autant plus que la crise que nous vivons actuellement n'est pas uniquement ponctuelle : elle s'ancre dans la durée ! Les souffrances et les stigmates psychologiques vont être durables : *« Il y a besoin de retrouver du sens dans ce que l'on fait et, de manière plus large, du sens dans la vie ».*